

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 95
N° 17.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

15 MAHANA
NO TIURAI 1946.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1946 13 mars Décret n° 46-433, portant réorganisation du cadre d'administration générale des colonies autres que l'Indochine (Arrêté de promulgation n° 613 s.g., du 29 juin 1946)	294
21 mars Décret n° 46-490, modifiant les articles 2 et 3 du décret du 9 novembre 1945 mettant fin à la prorogation des délais en matière de propriété industrielle (Arrêté de promulgation n° 613 s.g., du 29 juin 1946)	299
27 mars Loi n° 46-320, tendant à donner une conclusion rapide aux instances en divorce et en séparation de corps, lorsque le demandeur s'est trouvé éloigné de son foyer par certains faits de guerre (Arrêté de promulgation n° 613 s.g., du 29 juin 1946)	300
28 mars Décret n° 46-541, portant création et organisation de magasins généraux dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer (Arrêté de promulgation n° 613 s.g., du 29 janvier 1946)	301
30 mars Décret n° 46-584, étendant aux condamnés des juridictions civiles, militaires et maritimes des colonies, le bénéfice des dispositions du décret du 19 septembre 1945 accordant des remises gracieuses de peines, (suivi du décret du 19 septembre 1945), (Arrêté de promulgation n° 613 s.g., du 29 juin 1946)	302
1 ^{er} avril Décret n° 46-588, rendant applicable à l'Afrique Occidentale française, à la Guyane française, à Saint-Pierre et Miquelon, à la Nouvelle-Calédonie et des Etablissements français de l'Océanie, la loi du 16 février 1946 modifiant les articles 33 et 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (suivi de la loi du 16 février 1946) (Arrêté de promulgation n° 513 s.g., du 29 juin 1946)	303

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

1945 19 avril Décret n° 45-756, relatif aux déclarations de décès et aux transcriptions qui étaient provisoirement effectuées à Alger	303
31 août Ordonnance n° 45-2028, accordant des avantages spéciaux de démobilisation à certains membres des anciennes forces françaises libres	304
1946 22 mars Extrait de l'arrêté interministériel portant promotion dans la magistrature coloniale	304
11 avril Décret portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'Honneur à titre indigène	305
Extraits. — Médaille de la résistance française (décrets du 24 avril 1946)	305

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1946 28 juin Arrêté n° 608 s.g., modifiant l'arrêté du 3 août 1944 nommant les membres de la commission permanente de l'Office colonial des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation des Etablissements français de l'Océanie	306
1 ^{er} juil. Décision n° 616 c., accordant un témoignage officiel de satisfaction	306
2 juil. Arrêté n° 629 s.g., rapportant certaines dispositions de l'arrêté n° 132 s.g., du 10 février 1945 qui a promulgué des actes du pouvoir central	306
6 juil. Arrêté n° 646 t. g., portant ouverture de la plonge à nu dans divers lagons des îles Tuamotu	306
12 juil. Arrêté n° 666 s.g., convoquant l'Assemblée Représentative en session extraordinaire	307
Rectificatif à la décision n° 594 c., du 26 juin 1946 ..	307
Extraits	307

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires	309
Annonces diverses	309

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 613 s.g., *promulquant des actes du pouvoir central.*
(Du 29 juin 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE
L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies, des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1^o Décret n° 46-433 du 13 mars 1946 portant réorganisation du cadre d'administration générale des colonies autres que l'Indochine (J.O.R.F. 64 du 16 mars 1946, page 2205), (Rectificatif au J.O.R.F. du 18 avril 1946, page 3268) ;

2^o Décret n° 46-490 du 21 mars 1946 modifiant les articles 2 et 3 du décret du 9 novembre 1945 mettant fin à la prorogation des délais en matière de propriété industrielle (J.O.R.F. 69 du 22 mars 1946, page 2377) ;

3^o Loi n° 46-520 du 27 mars 1946 tendant à donner une conclusion rapide aux instances en divorce et en séparation de corps, lorsque le demandeur s'est trouvé éloigné de son foyer par certains faits de guerre (J.O.R.F. 74 du 28 mars 1946, page 2534) ;

4^o Décret n° 46-541 du 28 mars 1946 portant création et organisation de magasins généraux dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer (J.O.R.F. 75 du 29 mars 1946, page 2586) ;

5^o Décret n° 46-581 du 30 mars 1946 étendant aux condamnés des juridictions civiles, militaires et maritimes des colonies, le bénéfice des dispositions du décret du 19 septembre 1945 accordant des remises gracieuses de peines (J.O.R.F. 80 du 4 avril 1946, page 2809) suivi du décret du 19 septembre 1945 (J.O.R.F. 224 du 23 septembre 1945, page 5990) ;

6^o Décret n° 46-588 du 1^{er} avril 1946 rendant applicable à l'Afrique Occidentale française, à la Guyane française, à Saint-Pierre et Miquelon, à la Nouvelle-Calédonie et aux Etablissements français de l'Océanie la loi du 16 février 1946 modifiant les articles 33 et 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale (J.O.R.F. 80 du 4 avril 1946, page 2812) suivi de la loi du 16 février 1946 (J.O.R.F. 42 du 19 février 1946, page 1439).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 juin 1946.

HAUMANT.

DÉCRET n° 46-433 *portant organisation du cadre d'administration générale des colonies autres que l'Indochine.*

(Du 13 mars 1946).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et

l'avis conforme du ministre de l'économie nationale et des finances,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de déplacements et les passages du personnel colonial et les actes subséquents ;

Vu le décret du 11 juillet 1945 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et les actes subséquents ;

Vu le décret du 11 novembre 1928 portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 15 avril 1924 créant une caisse intercoloniale des retraites ;

Vu le décret du 28 mai 1939 créant un cadre général des services civils des colonies autres que l'Indochine et les actes subséquents ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 1927 portant modification au statut organique du cadre des services financiers et comptables de l'Afrique occidentale française et les actes subséquents ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 1931 organisant le cadre des services financiers et comptables du Togo et les actes subséquents ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 1936 portant organisation du cadre des services financiers de l'Afrique équatoriale française et les actes subséquents ;

Vu l'arrêté du 7 mai 1930 portant organisation au Cameroun d'un cadre local d'agents des services financiers et les actes subséquents,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Objet du décret.

Article 1^{er}. — Le présent décret fixe le statut du personnel du cadre d'administration générale des colonies autres que l'Indochine.

Attributions du personnel du cadre d'administration générale.

Art. 2. — Les fonctionnaires du cadre d'administration générale des colonies concourent, dans les colonies et territoires autres que l'Indochine, au fonctionnement des services administratifs. Ils peuvent être appelés à exercer, indistinctement, des fonctions administratives ou comptables.

Les chefs de bureau, sous-chefs de bureau et rédacteurs sont répartis, suivant les besoins du service, dans les bureaux des gouvernements généraux, des chefs-lieux ou des circonscriptions administratives des colonies ou territoires.

Quel que soit leur grade ou leur traitement, et quelle que soit leur affectation, ils sont toujours subordonnés aux administrateurs des colonies.

Nominations et affectations.

Art. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer nomme à tous les grades et classes de la hiérarchie du cadre.

Il met les fonctionnaires de ce cadre à la disposition des chefs de colonie ou les affecte aux divers services métropolitains du département de la France d'outre-mer, sous réserve, dans ce dernier cas, qu'ils aient accompli au moins

quatre ans de service effectif outre-mer dans une possession relevant de ce département.

Ces nominations et affectations sont prononcées par arrêtés.

TITRE II.

HIÉRARCHIE ET TRAITEMENTS.

Art. 4. — La hiérarchie, les traitements, la péréquation des grades et le traitement au point de vue des déplacements, des passages et du traitement dans les hôpitaux, le classement dans les échelles de la loi validée du 3 août 1943, des fonctionnaires du cadre, sont fixés conformément au tableau ci-après.

Art. 5. — Les chefs de bureau peuvent être placés, dans la limite de 2 p. 100 de leur effectif, dans une hors classe comportant le traitement prévu pour la 2^{me} classe, 1^{er} échelon, du grade d'administrateur des colonies autres que l'Indochine.

Accessoires de solde.

Art. 6. — Les fonctionnaires du cadre ont droit aux divers accessoires de solde prévus par les règlements en vigueur concernant le personnel colonial.

TITRE III

RECRUTEMENT.

Conditions générales de recrutement.

Art. 7. — L'admission dans le cadre d'administration générale s'effectue par voie de concours aux grades de rédacteur stagiaire, de rédacteur de 1^{re} classe avant trois ans, ou de chef de bureau de 2^{me} classe.

La moitié des postes de rédacteur de 1^{re} classe est pourvue au concours, l'autre moitié par voie de nomination au choix parmi les rédacteurs de 2^{me} classe réunissant les conditions pour pouvoir prétendre à un avancement.

GRADES	ÉCHELONS	SOLDES	ÉCHELLES de la loi du 3 août 1943	PÉREQUATION — Grades	CLASSEMENT
		francs.		p. 100	
1 ^{re} classe					
Après 8 ans		180.000 »			
Après 6 ans		170.000 »			
Après 3 ans		160.000 »		10	
Avant 3 ans		150.000 »	Echelle 19.		1 ^{re} catégorie B.
1 ^{re} classe	Après 3 ans	140.000 »			
	Avant 3 ans	130.000 »		35	
2 ^{re} classe		120.000 »			
1 ^{re} classe	Après 3 ans	105.000 »			
	Avant 3 ans	96.000 »			
2 ^{re} classe		88.000 »			
1 ^{re} classe	Après 3 ans	80.000 »	Echelle 12 B.	55	2 ^e catégorie (1).
	Avant 3 ans	72.000 »			
2 ^{re} classe		66.000 »			
3 ^e classe		60.000 »			
Stagiaire		54.000 »			

(1) Ces fonctionnaires, classés à la deuxième catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots. Cette faveur ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc.).

Pourront être nommés chef de bureau de 2^{me} classe dans la limite du quart des places vacantes, les candidats reçus au concours professionnel prévu à l'article 9 ci-après.

Conditions générales à remplir pour prendre part au concours de rédacteur stagiaire ou de rédacteur de 1^{re} classe avant trois ans.

Art. 8. — Nul ne peut être admis à subir les épreuves des concours de rédacteur stagiaire ou de rédacteur de 1^{re} classe avant trois ans s'il ne réunit pas les conditions suivantes :

1^o Etre citoyen français, de sexe masculin, ou naturalisé depuis dix ans au moins, conformément aux dispositions légales ;

2^o Jouir de tous ses droits civils et politiques ;

3^o Etre âgé, au 1^{er} janvier de l'année du concours, de moins de trente ans. Cette limite d'âge sera reculée d'autant d'années que le candidat compte d'années de services militaires, de service national obligatoire ou de services civils admissibles pour la retraite, sans que le bénéfice de cette dispo-

sition puisse permettre au candidat d'entrer dans le cadre s'il a dépassé l'âge de quarante ans au 1^{er} janvier de l'année du concours ;

4^o Avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée ou de celle instituant un service obligatoire ;

5^o Justifier de l'aptitude physique nécessaire au service colonial et être reconnu indemne de toute affection tuberculeuse ;

6^o Pour le concours de rédacteur stagiaire, être titulaire du diplôme de bachelier ou du brevet supérieur ou de l'un des titres ou diplômes reconnus équivalents ou compter deux années au moins de services dans le cadre des commis de l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer ;

7^o Pour le concours de rédacteur de 1^{re} classe avant trois ans, être titulaire :

a) Soit des diplômes suivants :

Licence en droit ;

Licence ès lettres ;
 Licence ès sciences ;
 Licence d'études coloniales ;
 Doctorat en médecine et en pharmacie ;
 Doctorat vétérinaire ;
 Diplôme de l'école des hautes études de l'université de Paris ;

Diplôme d'un institut d'études politiques ;

b) Soit d'un certificat attestant qu'ils sont anciens élèves de l'école normale supérieure d'Ulm ou qu'ils ont satisfait aux examens de sortie de l'une des écoles suivantes :

Ecole centrale des arts et manufactures ;

Ecole de l'air ;

Ecole des hautes études commerciales ;

Ecole libre des sciences politiques ;

Ecole militaire inter-armes ;

Ecole municipale de physique et de chimie industrielle de Paris ;

Ecole nationale de la France d'outre-mer ;

Ecole nationale des chartes ;

Ecole nationale des ponts et chaussées ;

Ecole nationale supérieure des mines de Paris ;

Ecole nationale supérieure des mines de Saint-Etienne ;

Ecole nationale supérieure des télécommunications ;

Ecole navale ;

Ecoles normales de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique ;

Ecole polytechnique ;

Ecole spéciale militaire ;

Ecole supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy ;

Ecoles nationales de l'enseignement du second degré ou de l'enseignement technique ;

Institut national agronomique ;

Institut polytechnique de l'université de Grenoble ;

Ecoles supérieures de commerce reconnues par l'Etat (diplôme délivré aux élèves bacheliers) ;

Ecole nationale des langues orientales vivantes (diplôme délivré aux bacheliers) ;

Ecole nationale supérieure de l'aéronautique ;

Ecole des industries navales ;

Ecole supérieure d'électricité ;

Ecole spéciale des mines de Nancy ;

Ecole spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie de Paris ;

Institut électrotechnique de Grenoble ;

Ecole centrale lyonnaise ;

Ecole nationale technique de Strasbourg ;

Ecole des ingénieurs de Marseille ;

Ecoles techniques des mines d'Alès et de Douai (les cinq premiers de chaque promotion) ;

Ecoles nationales d'arts et métiers d'Aix, Châlons, Lille, Angers, Cluny, Paris (les cinq premiers de chaque promotion) ;

Ecoles libres d'arts et métiers de Lille et de Reims (les cinq premiers de chaque promotion) ;

Ecoles nationales d'agriculture de Grignan, Montpellier, Rennes (les cinq premiers de chaque promotion) ;

Institut agricole de l'Algérie (les cinq premiers de chaque promotion) ;

Ecole coloniale d'agriculture de Tunis (les cinq premiers de chaque promotion) ;

Ecole supérieure d'application d'agriculture tropicale ;
 c) Soit d'un brevet d'officier des armées actives de terre, de mer ou de l'air.

Conditions générales à remplir pour prendre part au concours professionnel de chef de bureau de 2^{me} classe.

Art. 9. — Les commis principaux des cadres locaux des secrétariats généraux ;

Les commis principaux des cadres locaux des services financiers et comptables de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun comptant au minimum six années d'ancienneté au 1^{er} janvier de l'année du concours dans le grade de commis principal, sont admis à participer au concours professionnel de chef de bureau de 2^{me} classe, conformément aux dispositions ci-après :

Modalités du concours.

Art. 10. — Les conditions des concours prévus au présent décret, en particulier l'organisation des épreuves, les programmes, les modalités de correction et de classement sont fixés par arrêtés du ministre de la France d'outre-mer, publiés au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

La date des épreuves des concours et le nombre des places sont annoncés au moins six mois à l'avance par insertion au *Journal officiel* de la République française. Cette insertion est également faite au *Journal officiel* de chaque colonie.

Les candidats, pour être admis à se présenter aux épreuves doivent avoir obtenu l'autorisation du ministre de la France d'outre-mer. Ils ne peuvent prendre part à plus de trois concours.

Nul ne peut être reçu s'il ne réunit le nombre minimum de points fixé par les arrêtés prévus ci-dessus.

Stages.

Art. 11. — Les candidats reçus au concours sont agréés dans le cadre d'administration générale des colonies en qualité, suivant le cas, de chef de bureau de 2^{me} classe, de rédacteur de 1^{re} classe ou de rédacteur stagiaire. A l'exception des candidats provenant des commis de l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer, des commis principaux des secrétariats généraux, ou des services financiers de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, Togo ou Cameroun ; ils doivent accomplir une année de stage outre-mer comptant du jour de leur arrivée à la colonie, s'ils proviennent de l'extérieur, ou du jour de leur prise de service s'ils ont été recrutés sur place.

A l'expiration de ce stage, les intéressés sont, sur la proposition du chef de la colonie, et après avis de la commission d'avancement prévue à l'article 13 ci-après, titularisés comme rédacteur de 3^{me} classe, ou comme rédacteur de 1^{re} classe, licenciés ou soumis à une nouvelle période de stage d'une année.

Dans ce dernier cas, les intéressés sont, à l'expiration de cette période supplémentaire d'une année, titularisés ou licenciés sur la proposition du chef de la colonie et après avis de la commission d'avancement.

Le licenciement peut être prononcé dans les mêmes formes, au cours du stage, pour faute grave, incapacité professionnelle ou inaptitude physique constatée par un conseil de santé.

Les stagiaires licenciés ont droit au passage de retour dans.

les conditions prévues par les règlements généraux.

L'année de stage réglementaire entre en compte pour l'avancement.

TITRE IV

AVANCEMENT.

Art. 12. — Les avancements en classe ou en grade sont exclusivement accordés au choix aux fonctionnaires qui comptent au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juillet de l'établissement du tableau :

1^o Un minimum d'ancienneté dans la classe immédiatement inférieure de :

Deux ans pour les promotions de rédacteurs, sous-chefs et chefs de bureau ;

Trois ans pour les promotions de chefs de bureau de classe exceptionnelle et hors classe ;

2^o Une durée de services effectifs à la colonie de :

Trois ans, dans le grade de chef de bureau de classe exceptionnelle, pour les promotions au grade de chef de bureau hors classe ;

La moitié du temps de séjour exigé pour l'obtention d'un congé administratif dans le grade ou la classe immédiatement inférieure, sans toutefois que cette durée soit supérieure à deux ans pour toutes les autres promotions ;

Le temps passé en France en service au ministère de la France d'outre-mer ou dans un service ou établissement en dépendant, entre en compte comme temps passé dans la colonie dans laquelle la durée de services effectifs pour l'inscription au tableau est de deux ans ;

3^o Qui figurent sur le tableau d'avancement dressé par la commission d'avancement avant le 1^{er} janvier, ou le 1^{er} juillet de chaque année et arrêté par le ministre de la France d'outre-mer.

Les promotions ont lieu dans l'ordre du tableau.

Le nombre des inscriptions audit tableau ne peut dépasser le nombre des vacances à prévoir au cours de l'année.

Les propositions d'avancement sont établies, soit par les chefs des colonies, soit par le chef du service suivant que les intéressés sont en service outre-mer ou dans la métropole.

Les fonctionnaires qui, bien que proposés pour un avancement, n'auraient pas été inscrits au tableau ne peuvent cesser de faire l'objet de nouvelles propositions que sur rapport motivé des autorités qualifiées pour les proposer.

Dans le cas où il n'aura pas été possible de promouvoir avant la fin de l'année tous les candidats inscrits aux tableaux, les intéressés conservent le bénéfice de leur inscription et doivent figurer en tête des tableaux de l'année suivante, sauf s'ils ont fait l'objet d'une sanction disciplinaire comportant radiation desdits tableaux.

Les missions exécutées dans une autre colonie, en France ou à l'étranger, au cours d'un séjour colonial, n'interrompent pas à ce point de vue ledit séjour colonial.

Commission d'avancement.

Art. 13. — La commission d'avancement est composée comme suit :

Président.

Le directeur du personnel et de la comptabilité ou son délégué.

Membres.

Le directeur du cabinet ou son délégué.

Un inspecteur des colonies désigné par le directeur du contrôle.

Deux administrateurs des colonies.

Deux fonctionnaires du cadre d'administration générale, choisis parmi ceux les plus élevés en grade, présents en France. Ces deux fonctionnaires n'assistent pas aux délibérations concernant les fonctionnaires d'un grade ou d'une classe égale ou supérieure à leur classe ou à leur grade.

Un fonctionnaire de la direction du personnel et de la comptabilité remplit les fonctions de secrétaire.

Les délibérations de la commission ne sont valables que lorsque cinq membres au moins sont présents. Le président a voix prépondérante en cas de partage.

TITRE V

DISCIPLINE.

Discipline.

Art. 14. — Les peines disciplinaires applicables au personnel du cadre d'administration générale sont :

Le déplacement d'office ;

• Le blâme avec inscription au dossier ;

• La radiation du tableau d'avancement et le retard dans l'avancement pour une période n'excédant pas une année ;

La rétrogradation ;

La révocation.

Le déplacement d'office et le blâme avec inscription au dossier sont infligés par le chef de la colonie sur la proposition des chefs de service ou d'administration. Pour le personnel en service en France, ces sanctions sont infligées par le ministre.

La radiation du tableau d'avancement ou le retard dans l'avancement, la rétrogradation et la révocation sont prononcées par le ministre de la France d'outre-mer, après avis du conseil de discipline prévu par l'article 15 ci-après.

Les fonctionnaires du cadre d'administration générale sont déférés par le chef de la colonie devant le conseil siégeant à la colonie, si les faits incriminés se sont passés dans sa colonie et si l'intéressé se trouve dans cette colonie ; ils sont déférés par le chef de département, devant le conseil siégeant à la colonie, si les faits incriminés se sont passés hors de la colonie d'affectation actuelle et si l'intéressé est en cours de séjour colonial, devant le conseil siégeant dans la métropole si l'intéressé se trouve dans la métropole, soit que les faits incriminés se soient passés dans la métropole, soit qu'ils aient eu lieu à la colonie, mais, dans ce deuxième cas, à la condition expresse que tous les éléments permettant une entière appréciation de l'affaire puissent être communiqués au conseil et que le fonctionnaire intéressé dispose lui-même de tous les moyens de défense dont il aurait bénéficié au lieu où se sont produits les faits incriminés.

Conseil de discipline.

Art. 15. — Les conseils de discipline sont composés comme suit :

1^o A la colonie.

Président :

Le secrétaire général de la colonie ou, à défaut, un chef d'administration ou de service ou un inspecteur des affaires administratives désigné par le chef de la colonie.

Membres :

Deux administrateurs des colonies désignés par le chef de la colonie.

Deux fonctionnaires du cadre d'administration générale des colonies désignés dans les conditions prévues par les règles générales.

2° Dans la métropole.

Président :

Le directeur du personnel et de la comptabilité ou son délégué.

Membres :

Deux administrateurs des colonies désignés par le ministre de la France d'outre-mer.

Deux fonctionnaires du cadre d'administration générale des colonies désignés dans les conditions prévues par les règles générales.

Dans le cas où la situation du personnel en service dans une colonie ne permet pas de constituer le conseil de discipline dans les conditions fixées, le chef de la colonie peut faire choix de fonctionnaires autres que ceux prévus ci-dessus.

TITRE VI

DISPOSITIONS DIVERSES.

Positions.

Art. 16. — Les fonctionnaires du cadre général peuvent, si les convenances du service le permettent, être mis, sur leur demande, au service des autres services publics, établissements publics et collectivités relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Ils peuvent également, mais dans une proportion qui ne peut excéder 15 p. 100, être mis en position de service détaché ou hors cadre, au service de l'Etat, des départements, des communes, des collectivités, des protectorats et pays sous mandat qui ne dépendent pas du ministère de la France d'outre-mer et, s'ils sont susceptibles de servir l'influence française, au service d'un organisme ou d'un gouvernement étranger.

La mise en service détaché ou hors cadre est subordonnée à une durée minimum de service de six ans dans le cadre général, sauf décision de caractère exceptionnel prise par le ministre de la France d'outre-mer. Elle est prononcée par arrêté du ministre et pour une durée maximum de cinq ans.

Non-cumul de fonctions.

Art. 17. — Les dispositions du décret du 29 octobre 1936 modifiées, portant interdiction du cumul d'emploi, de rémunération et de fonctions sont applicables aux fonctionnaires appartenant au cadre d'administration générale, régi par le présent décret.

Honorariat.

Art. 18. — L'Honorariat du grade qu'ils possèdent, peut être conféré par décision ministérielle aux fonctionnaires du cadre qui quittent le service après quinze ans de service au minimum. Si leurs services antérieurs le justifient, l'honorariat du grade supérieur peut leur être conféré.

Permutations.

Art. 19. — Les fonctionnaires des diverses administrations métropolitaines ou coloniales peuvent, après avis de la commission d'avancement instituée à l'article 18, être admis par voie de permutation dans les grades de rédacteurs du cadre d'administration générale, à condition qu'ils justifient, s'ils sont fonctionnaires métropolitains, de leur aptitude physique au service colonial et que, par ailleurs, leur âge et la durée de leur service leur permettent de pouvoir prétendre, en fin de carrière, à une pension d'ancienneté. Les intéressés doivent, en outre, être âgés de moins de quarante ans et être titulaires de l'un des diplômes énumérés à l'article 8.

TITRE VII

Intégration dans le nouveau cadre.

Art. 20. — Les fonctionnaires qui appartiennent aux cadres suivants :

Services civils des colonies autres que l'Indochine :

Services financiers de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun (à l'exception des commis et commis principaux), pourront être intégrés dans le nouveau cadre dans la limite de la péréquation des grades selon le tableau d'assimilation ci-annexé.

Les intéressés pourront être reclassés dans le nouveau cadre avec l'ancienneté prévue au tableau d'assimilation visé ci-dessus.

Il pourra être procédé à une promotion à la hors-classe parmi les agents intégrés à la classe exceptionnelle et réunissant trois années de services effectifs en qualité d'adjoint principal hors classe des services civils, de chef de bureau hors classe des services financiers et comptables de l'Afrique occidentale française, du Togo et de l'Afrique équatoriale française, de chef de comptabilité des services financiers et comptables du Cameroun.

Art. 21. — Sont abrogées les dispositions actuellement en vigueur concernant l'organisation et le recrutement du personnel des services civils des colonies autres que l'Indochine et les textes locaux organisant les services financiers et comptables de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun, en ce qui concerne les chefs et sous-chefs de bureau, les chefs et sous-chefs de comptabilité.

Réintégration.

Art. 22. — Les fonctionnaires relevant du département de la France d'outre-mer et ayant appartenu aux anciens cadres locaux des services civils des colonies, autres que l'Indochine, pourront, sur leur demande, jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté du ministre de la France d'outre-mer et au plus tard deux ans après la cessation des hostilités, être réintégrés dans ce dernier cadre, sous réserve de la reconnaissance de leur aptitude physique au service outre-mer.

Leur ancienneté et leur rang de classement dans le cadre d'administration générale seront déterminés par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, après avis de la commission d'avancement prévue à l'article 13 en tenant compte de l'ancienneté qu'ils avaient au moment de leur changement de cadre et des services accomplis par eux depuis cette date, le temps passé dans une position de service dans la métropole étant compté pour moitié comme temps de service effectif outre-mer.

Art. 23. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1946 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 13 mars 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de la France d'outre-mer,
MARIUS MOUTET.

15 JUILLET 1946

JOURNAL OFFICIEL DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE

299

NOUVEAU CADRE des fonctionnaires d'administration générale des colonies autres que l'Indochine	ANCIEN CADRE des fonctionnaires des services civils des colonies autres que l'Indochine.	ANCIENS CADRES LOCAUX DES SERVICES FINANCIERS ET COMPTABLES			OBSERVATIONS
		Afrique occidentale française et Togo.	Afrique équatoriale française.	Cameroun.	
Chef de bureau de classe exceptionnelle : Après 8 ans Après 6 ans Après 3 ans Avant 3 ans.....	Adjoint principal hors classe : Après 3 ans..... Avant 3 ans.....	Chef de bureau hors classe. Chef de bureau de 1 ^{re} classe.	Chef de bureau hors classe. Chef de bureau de 1 ^{re} classe.	Chef de comptabilité.	Les intéressés conserveront dans leur nouveau grade l'ancienneté acquise dans le grade d'assimilation de leur an- cien cadre dans la limite de trois ans.
Chef de bureau de 1 ^{re} classe : Après 3 ans..... Avant 3 ans.....	Adjoint principal de classe exceptionnelle.. Après 4 ans..... Avant 4 ans..... Avant 2 ans.....	Chef de bureau de 2 ^e classe. Sous-chef de bureau de 1 ^{re} classe.	Chef de bureau de 2 ^e classe. Sous-chef de bureau de 1 ^{re} classe. Sous-chef de bureau de 2 ^e classe.	Sous-chef de comptabi- lité après 2 ans. Sous-chef de comptabi- lité avant 2 ans.	Pour le classement, il sera tenu compte aux adjoints principaux de classe excep- tionnelle des services civils de l'ancien- neté acquise dans leur ancien cadre ; ils conserveront leur ancienneté, déduc- tion faite ou non de trois ans selon qu'ils seront classés dans l'échelon « avant » ou « après » trois ans. Les sous-chefs de bureau de 1 ^{re} classe des services finan- ciers de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française ne pourront conserver plus de deux années d'ancienneté acquise dans leur ancien cadre. Les sous-chefs de bureau de 2 ^e classe de l'Afrique équatoriale française et les sous-chefs de comptabilité du Came- roun après deux ans ne conserveront aucune ancienneté.
Chef de bureau de 2 ^e classe.	Principal de 1 ^{re} classe.	Sous-chef de bureau de 2 ^e classe.	Sous-chef de bureau de 3 ^e classe.	Sous-chef de comptabi- lité avant 2 ans.	
Sous-chef de bureau de 1 ^{re} classe : Après 3 ans..... Avant 3 ans.....	Adjoint principal : De 2 ^e classe..... De 3 ^e classe.....				Les intéressés ne conserveront au- cune ancienneté.
Sous-chef de bureau de 2 ^e classe.	Adjoint de 1 ^{re} classe.				Les intéressés conserveront l'ancien- neté acquise dans leur ancien cadre.
Rédacteur de 1 ^{re} classe : Après 3 ans..... Avant 3 ans..... Rédacteur de 2 ^e classe. Rédacteur de 3 ^e classe. Rédacteur stagiaire.	Adjoint de 2 ^e classe. Commis de 1 ^{re} classe. Commis de 2 ^e classe. Commis de 3 ^e classe.				Les intéressés conserveront l'ancien- neté acquise dans leur ancien grade. Toutefois, les commis de 1 ^{re} classe des services civils ne pourront conserver plus de deux ans d'ancienneté acquise dans leur ancien cadre.

DÉCRET n° 46-490 modifiant les articles 2 et 3 du décret du 9 novembre 1945 mettant fin à la prorogation des délais en matière de propriété industrielle.

(Du 21 mars 1946).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur la proposition du ministre de la production industrielle, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'économie nationale, ministre des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre de la France d'outre-mer ;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu le décret du 26 novembre 1939 pris dans les conditions fixées par la loi du 19 mars 1939 et concernant la prorogation des délais en matière de propriété industrielle notamment en faveur des mobilisés ;

Vu les lois des 11 septembre 1940, 24 janvier 1941 et 12 octobre 1942 qui ont modifié le décret du 26 novembre 1939 et qui ont été validées par l'article 3 de l'ordonnance du 30 décembre 1944 relative aux délais en matière civile, commerciale et administrative ;

Vu le décret n° 45-2776 du 9 novembre 1945 mettant fin à la prorogation des délais en matière de propriété industrielle,

DÉCRÈTE :

Article unique. — Est prorogé jusqu'au 31 décembre 1946 le délai prévu par les articles 2 et 3 du décret du 9 novembre 1945 mettant fin à la prorogation des délais en matière de propriété industrielle.

Fait à Paris, le 21 mars 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire
de la République :

*Le ministre de la production
industrielle,*

MARCEL PAUL.

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre des affaires étrangères,

GEORGES BIDAULT.

Le ministre de l'intérieur,

ANDRÉ LE TROCQUER.

*Le ministre de l'économie nationale,
ministre des finances,*

A. PHILIP.

*Le ministre de la France
d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

LOI n° 46-520 tendant à donner une conclusion rapide aux instances en divorce et en séparation de corps, lorsque le demandeur s'est trouvé éloigné de son foyer par certains faits de guerre.

(Du 27 mars 1946).

L'Assemblée nationale constituante a adopté,

Le Président du Gouvernement provisoire de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}.— Les prisonniers de la guerre 1939-1945, les déportés politiques, internés politiques, requis du S.T.O. et réfractaires, les F. F. I. et F. F. L. qui se seront trouvés, en raison de cette qualité, éloignés de leur famille pendant plus de six mois, pourront bénéficier, s'ils sont demandeurs à une instance en divorce ou en séparation de corps, des dispositions exceptionnelles des articles suivants.

Leur qualité sera constatée, sans appel, par le président du tribunal dans l'ordonnance fixant la date du préliminaire de conciliation et mentionnée dans tous les actes de la procédure.

Art. 2.— L'assignation portera ajournement devant le tribunal à la date fixe. Les faits cotés en preuve y seront mentionnés, la copie des pièces à verser aux débats y sera annexée.

Le délai d'ajournement sera de quinze jours francs si le défendeur est domicilié dans le département du tribunal compétent ou dans les départements limitrophes et de un mois dans le cas contraire.

L'affaire sera enrôlée avant la date fixée par l'assignation. L'instance jouit d'un droit de priorité au jour d'audience fixé.

Si, au jour de l'audience, le défendeur n'a pas constitué avoué, jugement de défaut sera rendu au plus tard avec délibéré de huitaine.

Si le défendeur a constitué avoué et déclare se défendre ou se porter demandeur reconventionnel, mention en sera faite au plume d'audience et le tribunal renverra l'affaire à une date fixe qui ne pourra excéder quinze jours.

Cinq jours au plus tard avant l'audience fixée, le défendeur sera tenu de signifier au demandeur et à son avoué ses conclusions assorties des copies des pièces qu'il entend verser aux débats, à peine de non-recevabilité des pièces ou de la demande d'enquête.

L'instance jouit d'un droit de priorité à cette nouvelle audience et ne peut être renvoyée qu'à date fixe et avec l'accord du demandeur, si ce dernier a rempli les obligations de procédure qui lui incombent.

Art. 3.— Le jugement avant dire droit sera exécutoire par provision, sur minute et avant enregistrement, nonobstant opposition ou appel.

Il fixera l'enquête à une date qui ne pourra excéder un mois, sauf en cas de commission rogatoire où le délai pourra être porté à trois mois.

La copie du jugement ordonnant enquête (motifs et dispositifs seulement) et l'expédition des enquêtes et contre-enquêtes devront être remises aux avoués de la cause, par le greffier en chef, dans les huit jours du jugement ou de la fin des mesures d'instruction.

Après enquête par défaut, l'affaire reviendra devant le tribunal par assignation à date fixe.

Après enquête contradictoire, l'affaire reviendra sur simple à-venir portant date fixe.

L'affaire ne pourra alors être renvoyée que dans les conditions de l'article 2.

Il ne pourra être accordé aucune prorogation d'enquête.

Les dispositions de cet article sont applicables à la procédure et appel.

Art. 4.— Par dérogation à l'article 247 du code civil, l'opposition au jugement de défaut qui n'a pas été signifié à personne est recevable dans les deux mois qui suivent le dernier acte de publication. Mention de ce délai sera faite dans la publication à peine de nullité.

Art. 5.— L'appel interjeté par une quelconque des parties comportera ajournement à la date fixe et jugement dans les conditions prévues à l'article 2.

Cet ajournement sera donné devant le ou les chambres de la cour compétente, désignées par le premier président de la cour dans les quinze jours qui suivront la date de la promulgation de la présente loi.

Art. 6.— Les pourvois en cassation seront portés directement devant la chambre civile et l'arrêt devra être rendu dans les six mois du pourvoi.

Art. 7.— Les grosses des jugements et arrêts rendus en vertu de la présente loi devront être délivrés par les greffiers dans le mois qui suivra le dépôt des qualités par l'avoué.

Art. 8.— Sur demande écrite, et même avant citation en conciliation, tout procureur de la République sera tenu, à moins qu'il n'estime sous sa propre responsabilité professionnelle que la communication ne soit pas pertinente, de communiquer aux bénéficiaires de la présente loi les procès-verbaux de police et procédures pénales, quelle qu'en ait été la solution, dont ils entendent se servir au procès à engager.

Art. 9.— Les dispositions de la présente loi seront applicables dans le cadre de l'article 1^{er} aux instances en cours après reconnaissance par le tribunal des conditions requises pour le demandeur. Elles s'appliqueront également aux instances dont la citation en conciliation sera délivrée dans les six mois de la promulgation de la présente loi.

Art. 10.— La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi délibérée et adoptée par l'Assemblée Nationale Constituante sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 mars 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire
de la République :

*Le ministre des anciens combattants
et victimes de la guerre,*

LAURENT CASANOVA.

*Le vice-président du conseil, garde
des sceaux, ministre
de la justice, par intérim,*

FRANCISQUE GAY.

Le ministre de l'intérieur,

ANDRÉ LE TROCQUER.

*Le ministre de la France
d'outre-mer,*

MARIUS MOUTET.

DÉCRET n° 46-541 portant création et organisation de magasins
généraux dans les territoires relevant du ministère de la
France d'outre-mer.

(Du 28 mars 1946).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics.

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Il pourra être établi, dans les différents territoires relevant de l'autorité du ministère des colonies et dans les localités désignées par arrêtés des chefs des colonies, des magasins généraux destinés :

1° A opérer la garde, la conservation et la manutention des matières premières, objets fabriqués, marchandises et denrées que les négociants, industriels ou agriculteurs voudront y déposer;

2° A favoriser la circulation des marchandises et le crédit basé sur leur nantissement, par l'émission de récépissés et de warrants, ainsi qu'il est indiqué à l'article 4 ci-après.

Art. 2. — Les autorisations d'ouvrir des magasins généraux sont accordées par arrêté des chefs de la colonie, après avis des chambres de commerce et d'agriculture, dans les conditions fixées par les contrats spéciaux à chaque entreprise établis d'un commun accord entre la colonie et les intéressés.

A chaque contrat est annexé un règlement particulier à chaque établissement.

Art. 3. — Toute personne ou société qui demande l'autorisation d'ouvrir un magasin général doit justifier de ressources en rapport avec l'importance de l'établissement projeté. Les exploitants de magasins généraux doivent être soumis, pour la garantie de leur gestion, à un cautionnement dont le montant est fixé par l'acte d'autorisation et proportionné, autant que possible, à la responsabilité qu'ils encourent. Le cautionnement est versé à la caisse des dépôts et consignations. Il peut être fourni en rentes sur l'Etat Français ou en titres d'emprunt de l'Etat ou des colonies françaises.

Art. 4. — Tous dépôts de marchandises dans les magasins généraux sont constatés par des récépissés datés et signés extraits d'un registre à souches et délivrés aux déposants.

A chaque récépissé de marchandises est annexé, sous la dénomination de warrant un bulletin contenant les mêmes mentions que le récépissé. Les récépissés et warrants délivrés par les exploitants des magasins généraux sont soumis aux droits de timbre prévus par les textes locaux en vigueur.

Les conditions de mobilisation de crédit au moyen des récépissés et des warrants seront déterminées par arrêtés des chefs des colonies soumis à l'approbation du ministre.

Art. 5. — Outre les livres ordinaires de commerce et le registre à souche des récépissés et warrants, l'administration du magasin général doit tenir un livre à souche destiné à constater les consignations qui peuvent lui être faites en vertu des textes à intervenir réglementant le warrantage. Tous ces livres seront cotés et paraphés par première et dernière page, conformément à l'article 11 du code de commerce français.

Art. 6. — Par le seul fait de l'entrée des marchandises dans les magasins généraux les déposants font adhésion pure et simple aux règlements et tarifs. Ils sont responsables de tous dommages causés aux bâtiments ou à leur contenu par le vice propre de la marchandise déposée.

Art. 7. — D'une façon générale, les exploitants des magasins généraux sont responsables de la garde et de la conservation des marchandises qui leur sont confiées, sauf les avaries et déchets naturels provenant de la nature et du conditionnement des marchandises ou de cas de force majeure dûment constatés.

Il est interdit aux exploitants de magasins généraux de se livrer, directement ou indirectement, pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui, à aucun commerce ou spéculation ayant pour objet des marchandises de n'importe quelle sorte.

Ils ont seuls le droit de procéder à toutes les opérations relatives à la manutention de la marchandise, à l'intérieur des magasins généraux, telles qu'elles sont énoncées et définies aux tarifs et aux règlements particuliers.

En cas de contravention ou d'actes commis par les exploitants, de nature à porter un grave préjudice à l'intérêt du commerce, l'autorisation accordée peut être révoquée par un acte rendu dans la même forme et les parties entendues.

Les propriétaires ou exploitants de magasins généraux ne peuvent céder leur établissement sans une autorisation délivrée dans les mêmes formes et par la même autorité que pour l'autorisation primitive.

Art. 8. — Les détails d'application de l'article précédent seront précisés dans les contrats prévus à l'article 2.

Art. 9. — Les tarifs et règlements particuliers ne deviennent exécutoires qu'après homologation par le chef de la colonie. Ils sont publiés au *Journal officiel* et affichés aux portes d'accès dans les endroits les plus apparents des magasins généraux.

Tous changements apportés aux tarifs ou règlements doivent être approuvés et publiés dans les mêmes formes. Les publications doivent être faites huit jours avant la date de l'entrée en vigueur des dispositions nouvelles, et trois mois avant cette même date si les modifications ont pour effet de relever les tarifs.

Art. 10. — Les tarifs et les règlements une fois régulièrement homologués, publiés et affichés, deviennent obligatoires pour les déposants sans exception. Il est interdit à l'administration du magasin général de consentir aucune dérogation, sauf en faveur de la colonie ou de l'Etat. Les locaux

doivent être mis à la disposition des déposants d'après le rang d'ancienneté des ordres d'entrée.

Art. 11.— Les magasins généraux sont soumis aux mesures générales de police concernant les lieux publics, sans préjudice des droits du service des douanes, lorsqu'ils sont établis dans les locaux placés, avec approbation spéciale, sous le régime de l'entrepôt fictif, et de droits de tous autres services administratifs.

Art. 12.— Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 28 mars 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de la France d'outre-mer,

MARIUS MOUTET.

DÉCRET n° 46-581 étendant aux condamnés des juridictions civiles, militaires et maritimes des colonies le bénéfice des dispositions du décret du 19 septembre 1945 accordant des remises gracieuses de peines.

(Du 30 mars 1946).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'ordonnance du 10 septembre 1943 modifiée par celle du 24 novembre 1943 sur l'exercice du droit de grâce ;

Vu le décret n° 45-2130 du 19 septembre 1945 accordant des grâces collectives ;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des armées et du ministre de la France d'outre-mer,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— Les dispositions du décret du 19 septembre 1945 susvisé sont rendues applicables aux individus frappés d'une peine temporaire privative de liberté et dont la condamnation a été prononcée par toutes les juridictions civiles à l'exception de celles de la Nouvelle-Calédonie et par les juridictions militaires et maritimes siégeant dans toutes les colonies françaises.

Art. 2. — Sont exclus du bénéfice des mesures gracieuses prévus par le présent décret, les condamnés coupables de faits d'évasion.

Art. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des armées et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 mars 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de la France d'outre-mer,

MARIUS MOUTET.

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice,*
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre des armées,
E. MICHELET.

DÉCRET n° 45-2150 accordant des grâces collectives.

(Du 19 septembre 1945).

Le Gouvernement provisoire de la République française,
Vu l'ordonnance du 10 septembre 1943, modifiée par celle du 24 novembre 1943, sur l'exercice du droit de grâce ;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Une remise gracieuse de trois mois est accordée à tout individu condamné à une peine temporaire privative de liberté par une décision de justice devenue définitive à la date du présent décret, ou qui, prononcée à cette date, n'aura fait l'objet d'aucune voie de recours ordinaire dans les délais légaux.

Bénéficieront également de cette remise de peine tous les condamnés qui, dans le délai d'un mois, à compter de la date du présent décret, se seront valablement désistés de l'appel ou du pourvoi en cassation par eux formé, sous condition que ce désistement soit suivi du dessaisissement de la juridiction saisie.

Art. 2. — Une remise de peine, pouvant se cumuler avec la remise prévue à l'article 1^{er}, est accordée à tout individu condamné à une peine temporaire privative de liberté qui aura subi partie de cette peine entre le 2 septembre 1939 et le 2 septembre 1945.

Cette remise est proportionnelle au temps passé en détention entre ces deux dates.

Elle sera calculée à raison :

1° De deux mois pour chaque année entière passée entre les deux dates précitées ;

2° De cinq jours entiers pour chaque mois pour les détentions inférieures à une année ou pour les fractions excédant un nombre entier d'années ;

3° De trois jours pour les détentions inférieures à un mois ou pour les fractions excédant un nombre entier de mois, quel que soit le nombre de jours subis.

Les années se compteront du jour de départ au jour anniversaire et les mois de quantième en quantième.

Art. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 septembre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

PIERRE-HENRI TEITGEN.

Le ministre de la guerre,
A. DIETHELM.

Le ministre de la marine,
LOUIS JACQUINOT.

Le ministre de l'air,
CHARLES TILLON.

DÉCRET n° 46-588 *rendant applicable à l'Afrique occidentale française, à la Guyane française, à Saint-Pierre et Miquelon, à la Nouvelle-Calédonie et aux Etablissements français de l'Océanie la loi du 16 février 1946 modifiant les articles 33 et 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale.*

(Du 1^{er} avril 1946).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer ;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 26 juin 1884 rendant applicables aux conseils municipaux de la Guyane, de Saint-Pierre et Miquelon, du Sénégal et de la Nouvelle-Calédonie, certaines dispositions de la loi du 5 avril 1884 ;

Vu le décret du 20 mai 1890 rendant applicables aux Etablissements français de l'Océanie diverses dispositions de la loi municipale du 5 avril 1884 ;

Vu le décret du 24 août 1937 portant réorganisation de la municipalité de Nouméa ;

Vu le décret du 13 novembre 1945 portant rétablissement des institutions municipales à Saint-Pierre et Miquelon ;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation des municipalités de Saint-Louis, Dakar et Rufisque en Afrique occidentale française ;

Vu la loi du 16 février 1946 tendant à la modification des articles 33 et 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — La loi susvisée du 16 février 1946 est rendue applicable à l'Afrique occidentale française, à la Guyane française, à Saint-Pierre et Miquelon, à la Nouvelle-Calédonie et aux Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'aux *journaux officiels* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de la France d'outre-mer,

MARIUS MOUTET.

LOI n° 46-210 *tendant à la modification des articles 33 et 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale.*

(Du 16 février 1946).

L'Assemblée Nationale Constituante a adoptée,

Le Président du Gouvernement provisoire de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — Est abrogé le paragraphe 6^o de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 :

Art. 2. — Au deuxième alinéa de l'article 80 de la loi du 5 avril 1884, sont supprimés les mots : « ceux des postes et des télégraphes ».

La présente loi délibérée et adoptée par l'Assemblée nationale constituante sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 16 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de l'éducation nationale
ministre de l'intérieur par intérim,

M-E. NAEGELEN.

Le ministre de l'éducation nationale,

M-E. NAEGELEN.

Le ministre des postes, télégraphes
et téléphones,

JEAN LETOURNEAU.

Textes officiels publiés à titre d'information.

DÉCRET n° 45-756, *relatif aux déclarations de décès et aux transcriptions qui étaient provisoirement effectuées à Alger.*

(Du 19 avril 1945).

Le Gouvernement provisoire de la République Française,
Sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de la guerre, du ministre de la marine, du ministre de l'air, du ministre du travail et de la sécurité sociale, chargé du secrétariat général des anciens combattants et victimes de la guerre, et du ministre des travaux publics et des transports.

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Vu l'article 7 (1^{er} alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes ;

Vu l'ordonnance du 20 mars 1944 portant que les transcriptions des actes de l'état civil, qui doivent être faites à Paris, à la mairie du 1^{er} arrondissement, seront provisoirement opérées à la mairie d'Alger ;

Vu l'ordonnance du 25 mai 1944 conférant compétence au tribunal civil d'Alger pour l'application de l'article 90 du code civil ;

Vu l'ordonnance du 25 mai 1944 portant dérogation provisoire aux dispositions du code civil relatives à la transcription des jugements et arrêts de divorce,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Cessent d'être applicables à dater de la mise en vigueur du présent décret :

1^o Les dispositions de l'ordonnance du 20 mars 1944 portant que les transcriptions des actes de l'état civil, qui doivent être faites à Paris, à la mairie du 1^{er} arrondissement, seront provisoirement opérées à la mairie d'Alger ;

2^o Les dispositions de l'ordonnance du 25 mai 1944 conférant compétence au tribunal civil d'Alger pour l'application de l'article 90 du code civil ;

3^o Les dispositions de l'ordonnance du 5 mai 1944 portant dérogation provisoire aux dispositions du code civil relatives à la transcription des jugements et arrêts de divorce.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de la guerre, le ministre de la marine, le ministre de l'air, le ministre du travail et de la sécurité sociale, chargé du secrétariat général des anciens combattants et victimes de la guerre, et le ministre des travaux publics et des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 avril 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

*Le garde des sceaux, ministre
de la justice,*

FRANÇOIS DE MENTHON.

Le ministre de l'intérieur,

A. TIXIER.

Le ministre de la guerre,

A. DIETHELM.

Le ministre de la marine,

LOUIS JACQUINOT.

Le ministre de l'air,

CHARLES TILLON.

*Le ministre du travail et de la
sécurité sociale,*

ALEXANDRE PARODI.

*Le ministre des travaux publics
et des transports,*

RENÉ MAYER.

ORDONNANCE n° 45-2028 accordant des avantages spéciaux de démobilisation à certains membres des anciennes forces françaises libres.

(Du 31 août 1945).

Le Gouvernement provisoire de la République française, Sur le rapport du ministre des finances, du ministre de la guerre, du ministre de la marine et du ministre de l'air ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental ;

Vu l'urgence constatée par la présidence du Gouvernement ;

Le conseil d'Etat (commission permanente) entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — Les officiers subalternes, officiers mariniers, sous-officiers, caporaux, brigadiers, quartiers-maîtres, soldats et marins démobilisés ayant appartenu aux forces françaises libres avant le 8 novembre 1942 et y ayant servi avant le 6 juin 1944 dans une unité combattante pendant une période minimum de trois mois ont droit, lors de leur démobilisation et sur leur demande :

1° A l'attribution d'un congé avec solde dont la durée est calculée comme suit :

Un mois par semestre ou fraction de semestre de présence sous les drapeaux antérieurement au 8 novembre 1942 ;

Deux mois pour la période s'étendant du 8 novembre 1942 au 6 juin 1944.

La durée de ce congé ne peut être inférieure à trois mois ni supérieure à six mois :

2° A l'octroi d'une collection complète d'habillement civil ou, à défaut, d'un bon leur permettant d'acquérir gratuitement ces effets dans la limite d'un maximum de 3.000 frs.

Art. 2. — Les officiers subalternes, officiers mariniers, sous-officiers, caporaux, brigadiers, quartiers-maîtres, soldats et marins démobilisés qui, entre le 8 novembre 1942 et le 6 juin 1944, se trouvant sur le territoire métropolitain, ont volontairement rallié l'Afrique du Nord ou la Grande-Bretagne et qui ont servi entre ces deux dates dans une unité combattante pendant une période minimum de trois mois, ont droit, lors de leur démobilisation et sur leur demande :

1° A l'attribution d'un congé avec solde d'une durée de quinze jours par semestre ou fraction de semestre de présence sous les drapeaux antérieurement au 6 juin 1944, ce congé ayant une durée minimum d'un mois et maximum de deux mois ;

2° Aux avantages prévus au paragraphe 2° de l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 3. — La solde afférente aux congés prévus aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus sera calculée sur la base des tarifs arrêtés en application du décret du 17 septembre 1943 pour les troupes en opérations en France.

Toutefois, l'allocation unique pour la famille ne pourra se cumuler avec les allocations du code de la famille auxquelles les intéressés pourraient prétendre pendant la durée de leur congé au titre d'une activité professionnelle quelconque.

Les avantages prévus aux paragraphes 1^{er} des articles 1^{er} et 2 ci-dessus ne seront pas applicables aux agents des services publics au sens de l'article 15 de l'ordonnance du 11 mai 1945.

Art. 4. — La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 31 août 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre des finances,

R. PLEVEN.

Le ministre de la guerre,

A. DIETHELM.

Le ministre de la marine,

LOUIS JACQUINOT.

Le ministre de l'air,

CHARLES TILLON.

Magistrature coloniale.

Par arrêté interministériel en date du 22 mars 1946, sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1946, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

B. — SECTION DES MAGISTRATS DES COLONIES AUTRES QUE L'INDOCHINE.

Magistrats du 5^e degré :

M.M. Billaud (Albert).....

Magistrats du 10^e degré :

M.M. Rousselot (Félix).....

Magistrats du 11^e degré :

M.M. Le Roux (André).....

DÉCRET portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur à titre indigène.

(Du 11 avril 1946).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu l'ordonnance du 2 novembre 1945 tendant à mettre, à titre provisoire, à la disposition des administrations publiques un contingent de croix de la Légion d'honneur ;

Vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur en date du 19 février 1946 portant que la promotion faite aux termes du présent décret n'a rien de contraire aux ordonnances, lois, décrets et règlements en vigueur,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à titre indigène :

Au grade d'officier.

M. Teriieroo a Teriierooiterai, conseiller privé suppléant, de Papanoo (île Tahiti). Chevalier du 31 mars 1935.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 avril 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de la France d'outre-mer,

MARIUS MOUTET.

EXTRAITS**MINISTÈRE DES ARMÉES**

(Décret du 24 avril 1946).

Art. 4. — La médaille de la Résistance française est décernée (avec rosette) aux officiers et sous-officiers dont les noms suivent :

Sous-lieutenant Claude, André, Vaschalde.

Art. 7. — La médaille de la Résistance française est décernée (avec rosette) à titre posthume au Sergent-chef François, Lequerré.

Art. 8. — La médaille de la Résistance française est décernée (avec rosette) à :

Capitaine Robert, Hervé.

(Décret du 24 avril 1946).

Article 1^{er}. — La médaille de la Résistance française est décernée aux militaires dont les noms suivent :

Adjudants :

Philippe, Bernadino.

Jean, Walter, Grand.

Sergents-chefs :

Francis, Bredin.

Taerea Taero.

John, Martin.

Sergents :

Raymond, Varney.

Henri, Vidal.

Max, Noble.

Alexandre, Wohler.

William, Rauhuri.

Caporaux-chef :

Jeannot, Bambridge.

Marcel, Lucas.

Claude, Hugon.

Etienne, Taerea.

Paihura Manoura.

Frédéric, Tefaafana.

Teriirua Nuu.

Revatua Teupoo Tahiti.

Ange, Piétri.

Tavae Vahine.

Edouard, Smith.

Faatau Vaitaio.

Teriitua Terii.

Soldats :

Marcel, Allaume.

Marame Taihoropua.

Taaturai Anania.

Francis Tanetui.

René, Drollet.

Teuru Taoo.

Georges, Durietz.

Hutia Tapeta.

Teraï Efa.

Tuara Tuputupatua.

Georges, Ellis.

Tinihau Taupau.

Tehare Hopuu.

Marurai Teriitehau.

Henri, Langlois.

Thomas, Clark.

Emile, Lequerré.

Teiho Tehei.

Louis, Tutea Lucas.

Moïse Tehuritaau.

Tepau Mai.

Taputea Temariiama.

Taarii Maitere.

Tihoti Tetuaero.

Louis, Martin.

Teapahere Tetuahira.

Teriiteho Mo.

Tapaeha Tetupuarogo.

Octave Neri.

Taumata Tiaihau.

Robert Puhahuna.

Henere Tuera.

Puairau Piirani.

Fareahi Toiho.

Tehei Poheroa.

Ariipiau Tinitua.

Aro Puhiri.

Fareura Ra Bordes.

Taaraa Roihau.

Joseph, Brothers.

Urupano Roapamoa.

Raveino Maihuhi.

Volta, Salmon.

Pierre, Marmouyet.

Tihoti Snow.

Tetoia Manihihi.

Taatea Taero.

Arai Ponotua.

Teina Taie.

Taeheri Rosette.

(Décret du 24 avril 1946).

Art. 25. — La médaille de la Résistance française est décernée à :

Sous-lieutenant Georges, Marie, Léon, Baudoux.

— Jean-Claude, Rouleau.

MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

(Décret du 24 avril 1946).

Article 1^{er}. — La médaille de la Résistance française est décernée avec rosette aux titulaires dont les noms suivent :

Médecin-Commandant de Curton; Jacques, Ravet; Adjoint principal Marcel, Sénac.

Art. 4. — La médaille de la Résistance française est décernée à titre posthume à :

Georges, Bambridge.	Jean, Lavigne.
Charles, Spitz.	Mataitai.
Serge, Rabinovitch.	

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 608 s.g. modifiant l'arrêté du 3 août 1941 nommant les membres de la commission permanente de l'Office colonial des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 28 juin 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 27 janvier 1940 relatif à la prorogation des mandats des membres nommés et élus des offices coloniaux ;

Vu l'arrêté n° 241 du 2 décembre 1938 nommant les membres du conseil d'administration de l'office colonial, complété par l'arrêté n° 165 du 25 juillet 1941 ;

Vu l'arrêté n° 201 du 3 août 1941 nommant les membres de la commission permanente de l'office colonial ;

Vu le départ de la colonie de M. Jacquemin et la nomination de M. Drollet Henri comme secrétaire administratif de l'office,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont nommés membres de la commission permanente de l'office colonial des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation des Etablissements français de l'Océanie :

MM. Sage (Georges), membre choisi, en remplacement de M. Jacquemin,

Montaron (Philibert), membre élu représentant des anciens combattants, en remplacement de M. Drollet (Henri).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et publié.

Papeete, le 28 juin 1946.

HAUMANT.

DÉCISION n° 616 c., accordant un témoignage officiel de satisfaction.

(Du 1^{er} juillet 1946.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents,

DÉCIDE :

Article unique. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à M. Giovannelli (Joseph), ingénieur météorologiste de 2^{me} classe des colonies, pour le motif suivant :

Durant un séjour de 40 ans en Océanie, a rempli avec distinction les fonctions de Chef du Service météorologique puis cumulativement avec les précédentes, celles de Chef de Cabinet.

Dans ce double rôle, a fourni un important et intelligent effort. A fait preuve de mesure autant, à l'occasion, que de fermeté, et s'est montré un dévoué serviteur de la France et des Etablissements français de l'Océanie.

La présente décision sera versée au dossier de l'intéressé.

Papeete, le 1^{er} juillet 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 629 s.g., rapportant certaines dispositions de l'arrêté n° 132 s. g. du 10 février 1945 qui a promulgué des actes du pouvoir central.

(Du 2 juillet 1946.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels ;

Vu l'arrêté n° 132 s.g. du 10 février 1945 promulguant des actes du pouvoir central ;

Vu le télégramme n° 123 AP/4 du 13 mars 1946 du ministre des colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rapporté le paragraphe 2 de l'arrêté n° 132 s. g. du 10 février 1945 qui promulgue dans la colonie l'ordonnance du 25 mai 1944 portant dérogation provisoire aux dispositions du code civil relatives à la transcription des jugements et arrêts de divorce.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 juillet 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 646 t. g. portant ouverture de la plonge à nu dans divers lagons des îles Tuamotu.

(Du 6 juillet 1946.)

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 21 janvier 1904, modifié par celui du 26 mars 1918, réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté du 27 mars 1929 réglementant la pêche par plongeurs à nu dans la Colonie ;

Vu le rapport en date du 26 juin 1946 du Chef de la Circonscription administrative des Tuamotu-Gambier ;

Vu l'avis favorable émis par la Chambre de Commerce, suivant lettre du 3 juillet 1946 du Président de cet organisme ;

Sur la proposition du Chef de la Circonscription administrative des Tuamotu-Gambier et l'avis conforme du Secrétaire Général du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont ouverts à la plonge à nu des huitres nacrées et perlières, pour une durée de deux mois à compter du 8 juillet 1946, les lagons ou parties de lagons suivants :

Marokau (en entier) ;	Takapoto (3 ^{me} secteur) ;
Katiu (en entier) ;	Takume (1 ^{er} secteur).
Amanu (en entier) ;	

Art. 2. — La dimension des huitres pêchées ne devra pas être inférieure à 12 centimètres mesurés à l'extérieur suivant le plus grand diamètre et sans tenir compte des barbes de la coquille.

Art. 3. — La pêche sera soumise à la réglementation en vigueur, telle qu'elle est établie par les textes susvisés.

Art. 4. — Le Chef de la Circonscription administrative des Tuamotu-Gambier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 juillet 1946.

HAUMANT.

ARRÊTÉ n° 666 s.g., convoquant l'Assemblée représentative en session extraordinaire.

(Du 12 juillet 1946).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
GOUVERNEUR P.I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 31 août 1945 instituant une Assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la décision de l'Assemblée représentative reportant au mois d'août la date de la session ordinaire de mai (procès-verbal de la séance du 22 mars 1946) ;

Le Conseil Privé entendu le 12 juillet 1946,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'Assemblée représentative se réunira en session extraordinaire, à Papeete, le lundi 5 août 1946 à 8 heures.

Art. 2. — La date de la clôture de cette session est fixée au 14 août 1946.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 12 juillet 1946.

HAUMANT.

RECTIFICATIF

à la décision n° 594/c. du 26 juin 1946.

A l'article 1^{er}, au lieu de : pour compter du 30 juin 1946,
Lire : pour compter du 1^{er} juillet 1946.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET

1. — *Par décision n° 632 du 3 juillet 1946.* — M^{lle} Frébault (Mathilde), infirmière stagiaire du cadre local est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde pour une période minimum de deux ans.

La présente décision prendra effet pour compter du 6 juillet 1946 veille de son embarquement sur " *Sagittaire* ".

2. — *Par décision n° 633 du 3 juillet 1946.* — Un congé de convalescence d'un mois est accordé, pour compter du 15 juin 1946, à M^{me} Hérault (Victor), née Hugon, institutrice principale du cadre local.

3. — *Par décision n° 634 du 3 juillet 1946.* — Un congé de convalescence d'un mois est accordé, pour compter du 1^{er} juillet 1946, à M^{lle} Salmon (Elisabeth), sage-femme de 1^{re} classe du cadre local.

4. — *Par décision n° 635 du 3 juillet 1946.* — M. Varney (Gérard, Benjamin) est nommé relieur de 5^e classe du cadre local de l'Imprimerie pour compter du 1^{er} juillet 1946 au point de vue de la solde et de l'ancienneté.

Rappels pour services militaires conservés - 11 mois, 4 jours.

5. — *Par décision n° 636 du 3 juillet 1946.* — Un nouveau congé de convalescence de trois mois est accordé, pour compter du 5 juin 1946, à M^{lle} Terai (Isabelle), institutrice à Moorea, agent auxiliaire de 2^e catégorie, 20^e degré.

6. — *Par décision n° 641 du 5 juillet 1946.* — Est acceptée, pour compter du 6 juillet 1946, la démission de ses fonctions d'élève sage-femme à la Maternité de Papeete offerte par M^{lle} Armani (Mathilde).

* * *

AFFAIRES POLITIQUES

1. — *Par arrêté n° 637 du 4 juillet 1946.* — Est ordonné le rapatriement du second-maitre fusilier, démobilisable : Chambon (Georges).

Une réquisition de passage en 2^e classe sur le S/S " *Sagittaire* ", de Papeete à Marseille, lui sera délivrée.

La dépense est imputable au budget de l'Etat (département de la marine).

* * *

CONTRIBUTIONS.

1. — *Par décision n° 628 du 2 juillet 1946.* — M. Domingo (Joseph) agent auxiliaire de 2^e catégorie, 17^e degré, est nommé, pour compter du 1^{er} juillet 1946, au grade de commis principal de 1^{re} classe du cadre local des Contributions.

Rappel pour services militaires conservé - 5 mois, 14 jours.

* * *

ILES AUSTRALES

1. — *Par décision n° 645 du 6 juillet 1946.* — Est acceptée, à compter du 1^{er} juillet 1946, la démission de ses fonctions d'agent de police de l'île Rapa, offerte par M. Tamata Leua.

* * *

ILES SOUS-LE-VENT.

1. — *Par décision n° 618 du 1^{er} juillet 1946.* — L'indemnité prévue au tableau B (n° 13) annexé à l'arrêté du 2 juin 1939, sera payée à M. Horley Albert, pour la période du 1^{er} octobre 1945 au 31 janvier 1946.

La dépense est imputable au chapitre 8 du budget local.

* * *

INSCRIPTION MARITIME

1. — *Par décision n° 642 du 6 juillet 1946.* — Est ordonné le remboursement au Commissaire du S/S "Sagittaire" de la somme de: Deux mille francs antillais (2.000 frs) soit huit cent trente-trois francs C.P. (833 frs) avancée par lui à l'inscrit maritime n° 3741: Temarii (André, Tu).

La dépense est imputable au budget de la marine marchande.

Cette somme sera reprise sur la solde de congé à laquelle pourrait prétendre l'inscrit susnommé.

* * *

INSTRUCTION PUBLIQUE

1. — *Par décision n° 617 du 1^{er} juillet 1946.* — M^{me} Tehurita (Suzanne), titulaire du brevet élémentaire métropolitain, est nommée institutrice stagiaire du cadre local, en stage à l'Ecole Centrale, pour compter du jour de sa prise de service qui sera notifiée au Chef de la colonie.

M^{me} Bordes (Jacqueline), née Lévi, titulaire du certificat d'études primaires, est nommée institutrice auxiliaire temporaire à Faone, pour compter du 11 juin 1946, en remplacement de M^{me} Lucas (Aimée).

M^{me} Bordes devra accomplir son stage pédagogique à l'Ecole Centrale du 21 février au 11 juillet 1947.

Elle percevra, à ce titre, une rémunération mensuelle de mille trois cents francs (1.300 frs), exclusive de toute indemnité.

M^{me} Drollet (Madeleine), née Mahé, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires, est nommée institutrice auxiliaire temporaire en stage à l'Ecole Centrale, pour compter du 11 juin 1946.

M^{me} Drollet percevra, à ce titre, une rémunération mensuelle de mille trois cents francs (1.300 frs), exclusive de toute indemnité.

M^{lle} Tematua (Norma), titulaire du brevet élémentaire métropolitain, est nommée, pour compter du 11 juin 1946, agent auxiliaire temporaire et chargée du secrétariat pédagogique de l'Instruction publique.

M^{lle} Tematua percevra, à ce titre, une rémunération mensuelle de mille cinq cents francs (1.500 frs), exclusive de toute indemnité.

M. Drollet (Jacques), titulaire du certificat d'études primaires élémentaires, est nommé, pour compter du 11 juin 1946, agent auxiliaire temporaire et chargé de la surveillance de l'internat des garçons à l'Ecole Centrale de Papeete.

M. Drollet percevra, à ce titre, une rémunération mensuelle de mille trois cents francs (1.300 frs), exclusive de toute indemnité.

Il sera nourri et logé à l'Ecole Centrale.

* * *

POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES

1. — *Par décision n° 631 du 3 juillet 1946.* — M. Jurd, contrôleur principal hors classe du cadre local des Postes, Télégraphes et Téléphones, est affecté à la Recette principale de Papeete à compter du 1^{er} août 1946.

Il sera provisoirement remplacé dans son poste actuel d'Uturoa par M. Mollon, contrôleur principal à Mahina.

* * *

SANTÉ

1. — *Par décision n° 605 du 28 juin 1946.* — M. Doucet (André) est nommé agent sanitaire de 4^e classe pour compter du 1^{er} juillet 1946 et affecté au Service d'Hygiène et de Prophylaxie publique de Papeete. — Il prêtera le serment prescrit par la loi.

Pour compter de la même date, M. Doucet (André) est nommé, en raison de ses services militaires, agent sanitaire de 2^e classe avec reliquat de 1 an et 21 jours d'ancienneté pour services militaires.

* * *

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

1. — *Par décision n° 607 du 28 juin 1946.* — Un congé de convalescence de trois mois à passer en France, avec arrêt à Cristobal-Colon et Quito, est accordé à M. de Monlezun, magistrat colonial du 6^e degré.

Une réquisition de passage Papeete-Cristobal-Colon sur navire "Sagittaire" sera délivrée à M. de Monlezun (1^{re} classe, 1^{re} catégorie B).

Le congé de convalescence courra du jour de l'arrivée du "Sagittaire" en France.

Une réquisition de passage de Cristobal-Colon en France sera délivrée à M. de Monlezun et à son épouse par les autorités consulaires françaises.

M. de Monlezun aura également droit au remboursement de ses frais de passage pour lui de Cristobal-Colon à Quito et retour et pour son épouse de Quito à Cristobal-Colon.

2. — *Par décision n° 649 du 6 juillet 1946.* — Un congé administratif de 6 mois à passer en France est accordé à M. Gérard (Edouard), Directeur d'Imprimerie après 3 ans, à compter du 11 mars 1946, date de son débarquement au Havre.

Pour compter du 11 septembre 1946, date de l'expiration de son congé, M. Gérard (Edouard) admis à faire valoir ses droits à pension sera radié des contrôles de l'activité.

* * *

SURETÉ

1. — *Par décision n° 606 du 28 juin 1946.* — Pour compter du 6 juillet 1946 M. Tapeta Hutia est nommé agent de police de 2^e classe du cadre local et mis en cette qualité à la disposition du Chef de la Circonscription administrative des Iles Sous-le-Vent à Uturoa.

2. — *Par décision n° 630 du 2 juillet 1946.* — Sont nommés, pour compter du 6 juillet 1946, agents de police de 2^e classe du cadre local:

M.M. Drollet (René),
Vidal (Henry),
Paihura a Mouaura,
Teissier Valentin.

Ces agents sont mis à la disposition du Chef de la Sûreté.

3. — *Par décision n° 644 du 6 juillet 1946.* — Pour compter du 6 juillet 1946, M. Lucas (Marcel, Maono) est nommé auxiliaire permanent de 4^e catégorie, 30^e degré, et affecté en qualité d'agent de police au district d'Afaahiti.

Pour compter de la même date M. Lucas (Marcel) est reclassé au titre rappel de services militaires au 26^e degré de la même catégorie, avec un reliquat de 1 an, 6 mois, 16 jours.

* * *

TUAMOTU-GAMBIER

1. — *Par décision n° 654 du 8 juillet 1946.* — M. Snow (An-

dré), agent auxiliaire temporaire est rappelé au chef-lieu pour y recevoir une nouvelle affectation.

M. Delamare (René), agent auxiliaire du Service local, 2^e catégorie, 21^e degré, est chargé des fonctions de Chef de poste administratif des Gambier.

Il assurera en outre celles de : Chef de la Station de T.S.F., chef de la Station météorologique, chargé de la Poste, gérant des comptes du Trésor à Rikitea.

La passation de service entre M.M. SNOW (André) et Delamare (René) se fera selon la réglementation en vigueur. M. SNOW (André) rejoindra le chef-lieu immédiatement après.

Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente décision.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Cession de fonds de commerce.

1^{re} Insertion.

Par acte sous seing privé en date du 1^{er} juillet 1946 enregistré le 2 juillet 1946 sous le n° 1422 folio 87, le fonds de commerce de la Société en nom collectif R. HERVÉ & SALMONA (exportation, importation, commission) a été vendu à M. Robert HERVÉ, négociant à Papeete, moyennant prix, conditions et modalités énoncés dans ledit acte.

L'entrée en jouissance a été fixée au 1^{er} juillet 1946.

Les oppositions seront à formuler dans les dix jours de la seconde insertion sous peine de forclusion.

Etude de M^e H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 23 octobre 1942, enregistré et signifié,

Entre la dame Ninirei Katone a TEKEHU, propriétaire, demeurant à l'île Hao (Tuamotu),

Et le sieur Tehono a Tu a MUNANUI, propriétaire, demeurant au même lieu.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre lesdits époux à leurs torts et griefs réciproques.

Pour extrait :

H. HOPPENSTEDT, Défenseur.

ANNONCES DIVERSES

HÉRITAGE !

« Les descendants des époux LARGETEAU Pierre, Arnaud, Auguste et LARGETEAU Jean, Gabriel, Marie, René sont recherchés pour succession par Maître COU-
TOT, Généalogiste, 21, Bd. Saint-Germain, PARIS
(France). »

TIMBRES-POSTE

Pour Collections — Très Grand Choix

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE

Vient de Paraître

Catalogue Général

55 Frs Franco

HENRI THIAUDE — 24 Rue du 4 Septembre, Paris 2^{me}.

« Wanted to buy — Dry Shark Fins in large quantities and all other products — S. Rosen 2128 Lex. Ave. N.Y.C. »

LE PRIX COURANT PHILATÉLIQUE ILLUSTRÉ

La plus importante revue mensuelle de timbres-poste paraissant en Europe ; le plus fort tirage des journaux philatéliques attend votre abonnement.

Un an 300 Frs français (par poste ordinaire) ;

Un an 1.500 Frs français (par avion).

LE PRIX COURANT PHILATÉLIQUE ILLUSTRÉ

Luxueusement imprimé en grand format (sur 40 à 80 pages) publie le prix de tous les timbres de tous les pays. Sa documentation et ses illustrations sont parfaites ses articles sont signés par les meilleurs auteurs. Il donne la liste complète de toutes les émissions nouvelles, et publie aussi des comptes, des romans et des études.

Il accepte la publicité (la ligne 80 Frs) son tirage mensuel est de 35 à 40.000 exemplaires qui touchent près de 500.000 lecteurs, répartis dans les 5 parties du monde.

Donnez-lui votre abonnement sans tarder et écrivez par poste aérienne.

Denis CORDIER. — Editeur, 64, rue Grignan, MARSEILLE (France).

AVIS

Les actionnaires de la Société Civile Immobilière Chinoise sont convoqués en Assemblée générale annuelle au Siège social à Papeete, Rue du Maréchal Foch, le Samedi 27 Juillet 1946, à 13 heures.

Ordre du jour :

Election du Comité de Direction,
Vérification des comptes de la Société,
Questions diverses.

Le Comité de Direction.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

" OCEANIA "

Légendes et Récit Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.

PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS.

RECUEIL

des lois, décrets, arrêtés ministériels,
arrêtés et décisions locaux

EN VIGUEUR

dans les Etablissements français de l'Océanie.

Prix des quatre volumes : 1.250 francs.

Notice Lemasson

Prix broché : **5 francs.**

Bulletin officiel (Fascicule)

Prix broché : **2 fr. 50.**

Règlement sur la circulation routière.

Prix broché : 2 fr. 50.

CALENDRIER POUR 1946

Prix en feuille : **2 francs.**

Essai de bibliographie du Pacifique.

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : **30 francs.**

**Les Etablissements français de l'Océanie
et du Pacifique Austral.**

Prix broché : **50 francs.**
